

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/30258]

**21 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d'organisation d'un enseignement hybride dans l'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, article 120, § 1<sup>er</sup>, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2022;

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'inspection, article 5, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 8 mai 2014 fixant les conditions d'organisation d'activités d'enseignement en e-learning par l'enseignement de promotion sociale ;

Vu le test « Genre » établi le 4 juillet 2022 conformément à l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre politiques dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon les procédures de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, conclu en date du 23 août 2022 ;

Vu le protocole de négociation au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs, conclu en date du 24 août 2022 ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 72.626/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale ;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1. — Dispositions introductives****Section 1<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> « décret » : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

2<sup>o</sup> « enseignement hybride » : mode d'apprentissage défini à l'article 5*bis*, 15<sup>o</sup>, du décret ;

3<sup>o</sup> « chargé de cours » : l'enseignant ou l'expert auquel il est fait appel aux conditions définies dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1993 fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts, recrutés sur la base de leurs compétences particulières, pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 ;

4<sup>o</sup> « plateforme d'apprentissage » : environnement numérique en ligne permettant l'utilisation d'outils pédagogiques collaboratifs facilitant la communication, l'intégration et la co-construction de séquences pédagogiques, en proposant différentes rétroactions et l'analyse de l'apprentissage ;

5<sup>o</sup> « co-construction » : construction de séquences pédagogiques par différents chargés de cours, en ce compris, un travail collaboratif de plusieurs chargés de cours dans une même séquence pédagogique ;

6<sup>o</sup> « rétroactions » : informations en lien avec les objectifs d'apprentissage et les critères d'évaluation fournies à l'apprenant telles que pistes d'amélioration concrètes, indications sur les forces et les faiblesses, exercices complémentaires adaptés aux difficultés rencontrées ;

7<sup>o</sup> « scénarisation des séquences pédagogiques » : description détaillée de chacune des séquences d'un enseignement. Cette description est composée de quatre éléments : les objectifs d'apprentissage, les contenus, les activités pédagogiques (ou méthodes) et les stratégies d'évaluation ;

8<sup>o</sup> « techno-pédagogue » : fonction telle que visée à l'article 86, § 2, du décret - programme du 14 juillet 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires.

**Section 2. — Objet**

**Art. 2.** L'enseignement hybride peut s'appliquer à une activité ou à des activités d'enseignement qui constituent une unité d'enseignement telle que visée à l'article 5*bis*, 9<sup>o</sup>, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ou des activités de formation telles que visée à l'article 26 du décret précité.

La décision de mettre en place des unités d'enseignement ou des activités de formation organisées sous forme hybride est soumise à l'avis préalable des organes de concertation sociale.

**Art. 3.** Toute unité d'enseignement ou activité de formation en hybridation fait l'objet d'une organisation distincte de celle proposée entièrement en présentiel. Pour autant qu'un délai de préavis de 48 heures soit respecté afin que les apprenants puissent s'organiser et afin de respecter l'ensemble des modalités prévu par cet arrêté, exceptés l'article 2, alinéa 2 et l'article 4, une unité d'enseignement ou des activités de formation ouvertes en présentiel peuvent basculer en hybride si pour des raisons conjoncturelles exceptionnelles (grève dans les transports en commun, confinement...), il est opportun de donner une partie de l'unité d'enseignement ou de l'activité de formation en distanciel ou en comodal.

CHAPITRE 2. — *Dispositions générales**Section 1<sup>er</sup>*. — Communication

**Art. 4.** Les établissements informent l'administration, selon les modalités que celle-ci détermine, de l'organisation d'unités d'enseignement ou d'activités de formation organisées en hybridation.

*Section 2.* — Attributions du chargé de cours

**Art. 5.** Le chargé de cours réalise une scénarisation pour les séquences pédagogiques qu'il développe ou, en cas d'utilisation de séquences pédagogiques qu'il n'aurait pas créées lui-même, vérifie qu'il y a une scénarisation des séquences pédagogiques des unités d'enseignement ou des activités de formation organisées en hybridation qui constituent un ensemble continu ou discontinu de séquences articulées entre elles dans le temps en vue d'atteindre, en tenant compte du projet de l'établissement et des caractéristiques du public qui le fréquente :

1° les objectifs fixés par le dossier pédagogique ;

2° les objectifs pédagogiques structurant l'activité de formation et ne faisant pas l'objet d'une évaluation certificative.

Le chargé de cours définit ou formalise de manière imprimée ou numérique l'agencement des contenus de la formation en présence en temps réel et à distance en mode synchrone ou asynchrone, l'objectif des séquences pédagogiques visant à l'acquisition des compétences, les choix d'animation, les modes de navigation dans le parcours d'apprentissage et les types de médias utilisés.

Le chargé de cours communique aux étudiants de manière numérique ou imprimée les modalités d'accompagnement et d'interactions avec et entre les étudiants, les objectifs, les échéances d'apprentissage, les modes d'hybridation en fonction des acquis d'apprentissage à développer et les modalités d'évaluation certificative, excepté pour les activités de formation.

*Section 3.* — Attributions du pouvoir organisateur

**Art. 6.** Dans le cadre des modalités d'accompagnement visées à l'article 5 alinéa 3, le pouvoir organisateur organise le soutien relatif à l'appropriation de la plateforme d'apprentissage par les étudiants en tenant compte du niveau d'autonomie et des besoins spécifiques de ceux-ci.

**Art. 7.** Le pouvoir organisateur garantit l'égalité d'accès à Internet et aux équipements informatiques, notamment :

1° en disposant des moyens matériels et techniques liés à la connexion permettant de dispenser un enseignement hybride ;

2° en garantissant à tous les étudiants la possibilité de disposer des moyens matériels et techniques permettant de participer à l'ensemble des activités d'enseignement, soit en leur permettant l'accès à des locaux disposant d'une infrastructure numérique, soit en mettant du matériel à leur disposition ;

3° en garantissant à tous les chargés de cours la possibilité de disposer des moyens matériels et techniques permettant de dispenser ces activités.

En ce qui concerne les points 1° et 2°, le pouvoir organisateur indique dans le règlement d'ordre intérieur de son ou de ses établissements comment l'étudiant peut, le cas échéant, solliciter un accès à internet ou à des équipements informatiques.

Le pouvoir organisateur met une plateforme d'apprentissage à la disposition des étudiants, du personnel chargé de cours et du personnel d'encadrement.

**Art. 8.** Le pouvoir organisateur fait en sorte que le chargé de cours dispensant des activités d'enseignement organisées en hybridation bénéficie d'un accompagnement pédagogique et technique spécifique à cette forme d'enseignement afin de garantir la qualité des stratégies d'hybridation mises en œuvre.

L'accompagnement pédagogique et technique repose notamment sur :

1° les formations individuelles ou collectives suivies par le chargé de cours;

2° l'appui des conseillers pédagogiques et des techno-pédagogues en matière de développement d'outils pédagogiques et de soutien à la transition numérique ;

3° l'appui de techno-pédagogues, dans le cadre de la mise en œuvre de projets d'apprentissage liés à l'enseignement hybride ;

4° les moyens que le Centre de Ressources pédagogiques (CRP) de la Communauté française met à la disposition des chargés de cours de l'enseignement de promotion sociale dans le cadre de l'enseignement hybride.

*Section 4.* — Attribution du Service de l'Inspection

**Art. 9.** Le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 3°, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection est chargé d'établir un rapport à destination du Gouvernement portant sur l'état des lieux de l'enseignement de promotion sociale hybride, l'analyse et la conformité de ses dispositifs pédagogiques et leur pertinence par rapport aux dossiers pédagogiques. Ce rapport est intégré au plan pluriannuel prévu à l'article 5, § 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

CHAPITRE 3. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 10.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 fixant les conditions d'organisation d'activités d'enseignement en e-learning par l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets à partir de la rentrée académique 2022-2023.

**Art. 12.** La Ministre ayant l'enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2022.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/30258]

**21 DECEMBER 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor de organisatie van een hybride opleiding in het onderwijs voor sociale promotie**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, artikel 120, § 1, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2022;

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, artikel 5, § 2;

Gelet op het regeringsbesluit van 8 mei 2014 tot vaststelling van de voorwaarden voor de organisatie van e-learningactiviteiten door het onderwijs voor sociale promotie ;

Gelet op de "Gender"-test die op 4 juli 2022 is uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van vakbondsonderhandelingen binnen het onderhandelingscomité van Sector IX, het provinciaal en lokaal comité voor de openbare diensten, afdeling II, en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de nadere regels van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de openbare besturen en de vakbonden van de personeelsleden van deze besturen en van het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandelingen in de Franse Gemeenschap, gesloten op 23 augustus 2022;

Gelet op het op 24 augustus 2022 gesloten onderhandelingsprotocol in het onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, *Wallonie Bruxelles Enseignement* en de federaties van inrichtende machten;

Gelet op het advies nr. 72.626/2 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*Afdeling 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs inzake sociale promotie;

2° "hybride onderwijs": leervorm gedefinieerd in artikel 5*bis*, 15°, van het decreet;

3° "docent" : de leraar of deskundige waarop een beroep wordt gedaan onder de voorwaarden bepaald in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1993 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder een beroep wordt gedaan op deskundigen, aangeworven op basis van hun bijzondere bekwaamheden, voor het verrichten van bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie onder het stelsel 1;

4° "leerplatform": online digitale omgeving die het gebruik van collaboratieve pedagogische instrumenten mogelijk maakt die communicatie, integratie en co-constructie van pedagogische reeksen vergemakkelijken, en verschillende feedback en leeranalyse biedt;

5° "co-constructie": constructie van onderwijsreeksen door verschillende docenten, met inbegrip van samenwerking door meerdere docenten in dezelfde onderwijsreeks;

6° "feedback": informatie in verband met de leerdoelen en evaluatiecriteria die aan de leerling wordt verstrekt, zoals concrete manieren om zich te verbeteren, aanduidingen van sterke en zwakke punten, aanvullende oefeningen aangepast aan de ondervonden moeilijkheden;

7° "scripting van onderwijsreeksen": een gedetailleerde beschrijving van elke onderwijsreeks. Deze beschrijving bestaat uit vier elementen: leerdoelen, inhoud, pedagogische activiteiten (of methoden) en evaluatiestrategieën;

8° "techno-pedagoog": ambt bedoeld in artikel 86, § 2, van het decreet - programma van 14 juli 2021 betreffende diverse maatregelen in verband met de bestrijding van de coronaviruscrisis, het Europees herstelplan, Gelijke kansen, Schoolgebouwen, WBE, Vrouwenrechten, Hoger onderwijs, Wetenschappelijk onderzoek, de non-profitsector, Onderwijs en Begrotingsfondsen.

*Afdeling 2. — Doel*

**Art. 2.** Het hybride onderwijs kan van toepassing zijn op een onderwijsactiviteit of -activiteiten die een onderwijseenheid vormen als bedoeld in artikel 5*bis*, 9°, van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van onderwijs- of vormingsactiviteiten voor sociale promotie als bedoeld in artikel 26 van voornoemd decreet.

De beslissing om onderwijseenheden of opleidingsactiviteiten in hybride vorm op te zetten is onderworpen aan het voorafgaande advies van de sociale overlegorganen.

**Art. 3.** Elke onderwijseenheid of opleidingsactiviteit in hybride vorm moet apart worden georganiseerd van die welke volledig in presentie wordt aangeboden. Op voorwaarde dat een aankondigingstermijn van 48 uur in acht wordt genomen zodat de lerenden zich kunnen organiseren en om alle voorwaarden van dit besluit in acht te nemen, met uitzondering van artikel 2, lid 2, en artikel 4, kan een onderwijseenheid of een opleidingsactiviteit die openstaat voor presentie-onderwijs, worden omgezet in hybride onderwijs indien het om uitzonderlijke redenen (staking in het openbaar vervoer, lockdown, enz.) aangewezen is een deel van de onderwijseenheid of de opleidingsactiviteit in hybride onderwijs te geven, is het wenselijk een deel van de onderwijseenheid of de opleidingsactiviteit op afstand of in co-modale vorm te geven.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene bepalingen**Afdeling 1. — Communicatie*

**Art. 4.** De instellingen stellen de overheid op de door haar vastgestelde wijze in kennis van de organisatie van onderwijseenheden of opleidingsactiviteiten die op hybride wijze worden georganiseerd.

*Afdeling 2. — Bevoegdheden van de docent*

**Art. 5.** De docent stelt een draaiboek op voor de onderwijsreeksen die hij ontwikkelt of, in geval van gebruik van onderwijsreeksen die hij niet zelf heeft gemaakt, controleert of er een draaiboek is voor de onderwijsreeksen van de onderwijseenheden of van de opleidingsactiviteiten die in hybridisatie worden georganiseerd en die een continu of discontinu geheel van in de tijd gelede reeksen vormen met het oog op de verwezenlijking van de volgende doelstellingen, rekening houdend met het project van de instelling en de kenmerken van het publiek dat haar bezoekt:

1° de doelstellingen van het pedagogische dossier;

2° de pedagogische doelstellingen die de opleidingsactiviteit structureren en niet onderworpen zijn aan een certificaatevaluatie.

De docent definieert of formaliseert in gedrukte of digitale vorm de indeling van de inhoud van de opleiding in real time en op afstand in synchrone of asynchrone modus, het doel van de onderwijssequenties gericht op het verwerven van vaardigheden, de keuzes van de animaties, de navigatiewijzen in het leertraject en de soorten gebruikte media.

De docent deelt aan de studenten in digitale of gedrukte vorm de methoden van ondersteuning en interactie met en tussen de studenten, de doelstellingen, de leermomenten, de wijzen van hybridisatie volgens de te ontwikkelen leerresultaten en de methoden van certificatiebeoordeling mee, met uitzondering van de opleidingsactiviteiten.

*Afdeling 3. — Bevoegdheden van de inrichtende macht*

**Art. 6.** In het kader van de in artikel 5, lid 3, bedoelde ondersteuning organiseert de inrichtende macht de ondersteuning met betrekking tot de toe-eigening van het leerplatform door de studenten, rekening houdend met de mate van autonomie en de specifieke behoeften van de studenten.

**Art. 7.** De inrichtende macht garandeert gelijke toegang tot internet en computerapparatuur, inzonderheid:

1° door de materiële en technische middelen te koppelen aan de verbinding waardoor hybride onderwijs kan worden verstrekt;

2° door alle studenten de mogelijkheid te garanderen om over de materiële en technische middelen te beschikken om deel te nemen aan alle onderwijsactiviteiten, hetzij door hun toegang te verlenen tot lokalen met een digitale infrastructuur, hetzij door hun apparatuur ter beschikking te stellen;

3° door te garanderen dat alle docenten over de materiële en technische middelen beschikken om deze activiteiten uit te voeren.

Met betrekking tot de punten 1 en 2 geeft de inrichtende macht in het huishoudelijk reglement van haar instelling(en) aan hoe de student in voorkomend geval om toegang tot internet of tot computerfaciliteiten kan verzoeken.

De inrichtende macht biedt een leerplatform voor studenten, docenten en toezichhoudend personeel.

**Art. 8.** De inrichtende macht zorgt ervoor dat docenten die hybride onderwijsactiviteiten verzorgen specifieke pedagogische en technische ondersteuning krijgen voor deze onderwijsvorm, teneinde de kwaliteit van de toegepaste hybride strategieën te waarborgen.

De pedagogische en technische ondersteuning is inzonderheid gebaseerd op:

1° de individuele of groepsopleidingen die door de docent worden gevolgd;

2° de ondersteuning van pedagogische adviseurs en techno-pedagogen bij de ontwikkeling van pedagogische instrumenten en ondersteuning van de digitale overgang;

3° de ondersteuning van techno-pedagogen, in het kader van de uitvoering van leerprojecten in verband met hybride onderwijs;

4° de middelen die het *Centre de Ressources Pédagogiques (CRP)* van de Franse Gemeenschap ter beschikking stelt van de docenten in het onderwijs voor sociale promotie in het kader van het hybride onderwijs.

*Afdeling 4. — Verantwoordelijkheden van de Inspectiedienst*

**Art. 9.** De inspectie, bedoeld in artikel 3, derde lid, 3°, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst is belast met het opstellen van een verslag voor de regering over de stand van zaken van het hybride onderwijs voor sociale promotie, de analyse en de conformiteit van de pedagogische inrichting ervan en de relevantie ervan voor de pedagogische dossiers. Dit verslag wordt geïntegreerd in het meerjarenplan bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst.

*HOOFDSTUK 3. — Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 10.** Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 tot vaststelling van de voorwaarden voor de organisatie van e-learningactiviteiten door het Onderwijs voor Sociale Promotie wordt opgeheven.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2022-2023.

**Art. 12.** De minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 21 december 2022.

De minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/30253]

**21 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux récepteurs de services sonores devant recevoir et reproduire des services sonores fournis via des réseaux de diffusion numérique par voie hertzienne terrestre**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, article 8.3.3-2, alinéa 2 ;

Vu l'avis du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel donné le 8 septembre 2022 ;

Vu l'avis n° 72.365/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté a pour objet la transposition partielle de la directive (UE) 2018/1825 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen.

**Art. 2.** Tout récepteur de services sonores autre que celui visé à l'article 8.3.3-2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, mis sur le marché à des fins de vente, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023, comprend un récepteur pouvant recevoir et reproduire au moins des services sonores fournis via des réseaux de diffusion numérique par voie hertzienne terrestre.

Conformément à l'article 8.3.3-2, alinéa 2, du même décret, cette obligation ne s'applique pas aux récepteurs d'entrée de gamme et aux produits pour lesquels le récepteur de services sonores est purement accessoire.

Par « Récepteur d'entrée de gamme », il faut entendre tout récepteur de services sonores qui ne dispose pas d'un écran alphanumérique permettant notamment d'afficher les noms des services sonores reçus.

**Art. 3.** La Ministre des Médias est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Bruxelles, le 21 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD